

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

BIODIVERSITE

La Commission Permanente du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes en sa réunion du 9 juillet 2020.

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
 - Vu le budget régional de l'exercice 2020,
 - Vu la délibération du Conseil régional n°16.00.06 du 4 janvier 2016 donnant délégations à la Commission permanente,
 - Vu la délibération n°AP-2018-06/07-1-1655 du Conseil régional des 14 et 15 juin 2018 adoptant la stratégie régionale en faveur de l'environnement et de l'énergie,
 - Vu le règlement des subventions régionales adopté par délibération n°AP-2019-06/08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019,
 - Vu le rapport correspondant de Monsieur le Président du Conseil régional,
 - Vu l'avis de la commission organique,
- M. Nicolas DARAGON ne prend pas part au débat ni au vote sur le rapport,

Après en avoir délibéré.

DÉCIDE

I. FACILITER LE DEPLACEMENT DES ESPECES

I.1) ACTION ET INNOVATION POUR UNE BIODIVERSITÉ ORDINAIRE

D'affecter une subvention de 11 700 € en autorisation de programme (chapitre 907), au titre de l'action et innovation pour une biodiversité ordinaire,

D'attribuer cette subvention correspondante selon la répartition fixée dans l'annexe 1,

Les coûts directs de personnel et les coûts indirects à hauteur de 20 % en investissement des dépenses directes de personnel éligibles sont retenus par dérogation prévue au règlement des subventions adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019.

I.2) CONTRATS « VERT ET BLEU »

Avenants aux Contrats Verts et Bleus en cours

- **Contrat vert et bleu « Grand Rovaltain »**

D'approuver l'avenant au contrat vert et bleu « Grand Rovaltain » joint en annexe 2.

- ***Contrat vert et bleu « Val de Saône en Rhône-Alpes »***

D'approuver l'avenant au contrat vert et bleu « Val de Saône en Rhône-Alpes » joint en annexe 3.

- ***Contrat vert et bleu « Saint Etienne Métropole »***

D'approuver l'avenant au contrat vert et bleu « Saint Etienne Métropole » joint en annexe 4.

Affectation au titre des contrats en cours

D'affecter un crédit global, au titre des contrats en cours, de :

- 336 826 € en autorisation de programme (chapitre 907),
- 140 623 € en autorisation d'engagement (chapitre 937),

D'attribuer les subventions correspondantes selon la répartition fixée dans l'annexe 5,

Les coûts directs de personnel et les coûts indirects à hauteur de 15 % en fonctionnement et 20 % en investissement des dépenses directes de personnel éligibles sont retenus par dérogation prévue au règlement des subventions adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019.

II. PEPITES NATURELLES

II.1) RÉSERVES NATURELLES RÉGIONALES

Affectation au titre des actions de gestion

D'affecter un crédit global, au titre de la mise en oeuvre des actions de gestion des Réserves Naturelles Régionales, de :

- 105 588 € en autorisation de programme (chapitre 907),
- 156 853 € en autorisation d'engagement (chapitre 937),

D'attribuer les subventions correspondantes selon la répartition fixée dans l'annexe 6,

Les coûts directs de personnel et les coûts indirects à hauteur de 15 % en fonctionnement et 20 % en investissement des dépenses directes de personnel éligibles sont retenus par dérogation prévue au règlement des subventions adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019.

Autorisations de travaux

Concernant la demande d'autorisation de travaux dans la Réserve naturelle régionale « Cheires et grottes de Volvic » et sous réserve de l'avis favorable de l'Etat au titre de l'évaluation des incidences sur Natura 2000 et de l'avis du Conseil scientifique régional du Patrimoine naturel (CSRPN) sur les travaux et les conditions de leur mise en œuvre :

D'autoriser « la Société des eaux de Volvic (Groupe Danone) » à réaliser les travaux liés au projet Arvic nord (réalisation d'un forage nécessaire au remplacement d'un puit de captage) au sein de la RNR « Cheires et grottes de Volvic » conformément au dossier déposé auprès du Conseil régional et sous réserve notamment des mesures suivantes :

- Respect du calendrier programmé, à savoir préparation de la plateforme d'accueil de la foreuse en août, phase de forage de la dernière semaine d'août à fin septembre, équipement du forage de septembre jusqu'à fin octobre et construction du bâtiment de protection en novembre pour une période de deux mois, entrecoupée de temps de séchage,
- Réalisation des travaux de forage entre 08h et 17h30, soit un arrêt de la foreuse 3 heures avant le coucher du soleil fin août et 2 heures avant le coucher du soleil fin septembre pour limiter l'impact sur le phénomène de swarming,
- Contrôle voire nettoyage si nécessaire des engins de chantier en dehors du site de la réserve, avant d'entrer, pour éviter l'introduction de plantes invasives,
- Absence d'éclairage nocturne permanente sur la zone de travaux pour éviter les nuisances sur les espèces nocturnes,
- Présence du gestionnaire de la réserve naturelle et sensibilisation des employés intervenant sur le chantier sur les spécificités de la RNR par le gestionnaire,
- Réalisation des actions de débroussaillage et d'égagement conformément à ce qui a été défini dans la fiche action IP 4 du plan de gestion de la RNR avec un co-encadrement par le gestionnaire dans la mesure du possible,
- Recherche des solutions pour éviter l'abattage d'un chêne pour l'aménagement de la plateforme si cela ne compromet pas la réalisation des travaux en toute sécurité. Dans le cas contraire, des mesures compensatoires seront prises en charge par la SEV en concertation avec le gestionnaire. Les produits de coupe et d'égagement seront laissés sur place.
- Respect des prescriptions de l'Etat au titre de l'évaluation des incidences Natura 2000,
- Prise en compte des remarques formulées par le CSRPN dans son avis.

II.2) PLAN REGIONAL EN FAVEUR DES POLLINISATEURS

Soutien aux investissements en faveur de l'apiculture de loisir

D'affecter un crédit global forfaitaire de 34 500 € en autorisation de programme (chapitre 907), au titre de la mise en œuvre du plan régional pollinisateurs,

D'attribuer les subventions correspondantes selon la répartition fixée dans l'annexe 7.

III. INNOVER

III.1) LABEL VEGETAL LOCAL

D'affecter un crédit global, au titre du dispositif régional d'aide pour l'utilisation de végétaux sauvages d'origine locale :

- 390 279 € en autorisation de programme (chapitre 907),
- 69 970 € en autorisation d'engagement (chapitre 937),

D'attribuer les subventions correspondantes selon la répartition fixée dans l'annexe 8,

Les subventions de plus de 23 000 € à un organisme de droit privé sont attribuées dans la cadre d'une convention conforme au modèle type adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019,

Les coûts directs de personnel et les coûts indirects à hauteur de 15 % en fonctionnement et 20 % en investissement des dépenses directes de personnel éligibles sont retenus par dérogation prévue au règlement des subventions adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019.

IV. DEPLOIEMENT REGIONAL

IV.1) OBSERVATOIRE BIODIVERSITE

D'approuver le projet de charte du pôle invertébrés joint en annexe 9,

D'affecter un crédit global de 86 020 € en autorisation d'engagement (chapitre 937), au titre de l'observatoire biodiversité, ,

D'attribuer les subventions correspondantes selon la répartition fixée dans l'annexe 10,

Les coûts directs de personnel et les coûts indirects à hauteur de 15 % en fonctionnement des dépenses directes de personnel éligibles sont retenus par dérogation prévue au règlement des subventions adopté par délibération n°AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019.

V. REGULARISATIONS

Contrat vert et bleu « Saint-Etienne-Métropole » - Animation 2016 du PAEC et diagnostics d'exploitation (NOTES N°16-015193-01)

De modifier la dépense éligible de 71 192,53 € à 48 692,53 € et de passer le taux de 20% à 29,25% sans modifier le montant de la subvention plafonnée qui reste à 14 238,51 € en autorisation d'engagement (chapitre 937) pour l'animation du PAEC et des diagnostics d'exploitation réalisés par Saint-

Etienne-Métropole attribuée à la Commission permanente du 17 novembre 2016, délibération n°16.1286.

Contrat vert et bleu « Saint-Etienne-Métropole » Animation 2017 du PAEC de l'agglomération stéphanoise et des Gorges de la Loire (NOTES N°17-014189-01)

De modifier la dépense éligible de 65 734 € à 54 632,47 € et de passer le taux de 20% à 25,50% sans modifier le montant de la subvention plafonnée qui reste à 13 926,49 € en autorisation d'engagement (chapitre 937) pour l'animation du PAEC de l'agglomération stéphanoise et des Gorges de la Loire réalisée par Saint-Etienne Métropole attribuée à la Commission permanente du 30 novembre 2017, délibération n°17.1122.

VI. PROLONGATIONS DE DELAIS

Prolongations de délais de fin de validité pour les subventions appelant du FEADER, au titre du Programme de Développement Rural Rhône-Alpes (TO 07.63P animation des territoires à enjeux PAEC)

Régularisations sans impact sur trois affectations de 2017

Contrat vert et bleu « Bièvre Valloire »

D'approuver les prolongations de délais de fin de validité des subventions appelant du FEADER au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020, autorisées par arrêté du président, habilité par délibération n°16.03.227 du Conseil régional en date du 17 mars 2016 à établir tout document relatif à la mise en œuvre du Programme de Développement Rural Rhône-Alpes 2014-2020 et notamment le cadre de gestion de ce programme, pour les subventions relatives à l'animation du projet agro-environnemental et climatiques attribuées par délibération n° 960 de la Commission permanente du 29 septembre 2017 à la Ligue de Protection des Oiseaux d'Auvergne Rhône-Alpes et à la Chambre d'agriculture de l'Isère.

Contrat vert et bleu « Val de Saône »

D'approuver la prolongation de délais de fin de validité de la subvention appelant du FEADER au plus tard jusqu'au 30 juin 2020, autorisée par arrêté du président, habilité par délibération n°16.03.227 du Conseil régional en date du 17 mars 2016 à établir tout document relatif à la mise en œuvre du Programme de Développement Rural Rhône-Alpes 2014-2020 et notamment le cadre de gestion de ce programme, pour la subvention relative à la mise en œuvre d'une animation pour la mise en place du PAEC du Val de Saône et des mesures agro-environnementales attribuée par délibération n° 17.612 de la Commission permanente du 29 juin 2017 à la chambre d'agriculture du Rhône.

Ces 3 modifications pourront faire l'objet d'arrêtés modificatifs ou d'avenants aux actes attributifs de subvention, dès lors que les caducités définies dans

ces décisions attributives initiales arrivent à terme avant les délais définis dans la décision attributive FEADER. Ces modifications seront alors notifiées aux bénéficiaires.

Envoyé en préfecture le 31 juillet 2020
Reçu en préfecture le 31 juillet 2020
Affiché le 31 juillet 2020
Numéro AR : 069-200053767-20200709-
lmc123303-DE-1-1

Laurent WAUQUIEZ

Président du Conseil Régional